

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

BUREAUX
 ROUBAIX. - 65-71, Grande-Rue. Tél. 277.22, 277.23 et 277.24.
 TOURCOING. - 22, rue Courtois. Tél. 37.
 LILLE. - 1 rue Faidherbe. Tél. 539.21.
 PARIS. - 20, boulevard Foch. Tél. 78.00.
 MOUCROIX. - 101, rue de la Station. Tél. 544.

ANCIENS DIRECTEURS:
 Jean Roboux
 Alfred Roboux
 Madame Alfred Roboux

MALADIES de la PEAU
 VICES de SANG
 SPECIALITES RENOMMEES
 Laboratoire scientifique de la PHARM. DU TRICHO. ROUBAIX
 Docteur VERHAEGHE
 Renseign. tous les jours
 Mon Spécialité

BILLET PARISIEN
Le mal profond

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)
 PARIS, 4 JUIN (Minuit).
 Au milieu des fluctuations quotidiennes et de l'agitation de la politique, il arrive souvent que l'attention du public se disperse et s'éloigne des problèmes essentiels. Il est rare que les choses vus au jour le jour acquièrent leur exacte valeur. Tel incident est mis au premier rang de l'actualité qui mériterait d'être passé sous silence si on le comparait à des faits infiniment plus graves. Mais ne récrimions pas; seul, le temps est capable de remettre à leur place les hommes et les événements.

Est-il sûr pourtant que les plus graves questions posées devant notre génération angoissée ne soient pas aperçues de certains esprits lucides? Est-il même sûr que ces esprits ne soient pas très nombreux? Ce serait faire injure à nos compatriotes que de répondre à ce double point d'interrogation autrement qu'en affirmant la compétence et la vigilance de milliers et de milliers de Français.

Ces réflexions nous viennent à la lecture des rapports documentés qui ont été lus vendredi au congrès de la Fédération républicaine.

Une foule nombreuse ou l'on remarquait en très grande majorité les délégués des départements de très nombreux délégués du Rhône — était venue assister, non à des attaques personnelles, non à des incidents dans le genre de ceux qui font faire recette aux débats du Palais-Bourbon, mais à une séance de travail où étaient étudiés les problèmes qui sont les seuls à conditionner l'avenir du pays.

La santé économique de la France préoccupait cette assistance réfléchie et les maux dont nous souffrons furent justement définis. Ces maux ont été aggravés par le Front populaire, mais le Front populaire n'a fait qu'accroître une direction dangereuse qu'il faut redresser sans retard, si l'on veut redonner à ce pays confiance et vigueur.

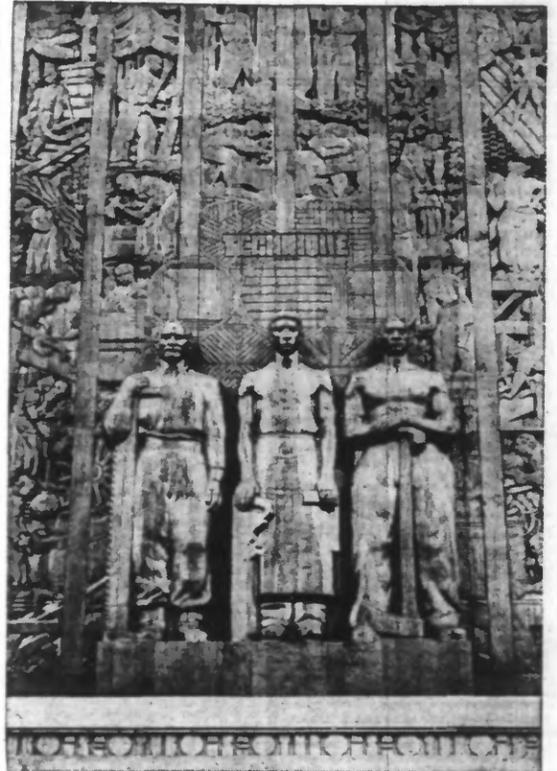
L'étatisme, sous toutes ses manifestations, est une des formes les plus visibles du mal dont nous souffrons. Ses méfaits se font sentir partout, à l'usine comme aux champs; dans nos campagnes, la sous-production agricole en résulte; elle s'accompagne de l'exode vers les villes et menace l'équilibre même de notre économie.

Que ce mal soit facile à guérir, personne ne le prétend; mais, du moins, les rapporteurs de la Fédération ont bien marqué dans quel sens il fallait chercher le remède.

Il faut le chercher dans l'organisation familiale, dans la défense et l'affermissement de la famille française. En dehors de cette grande vérité sociale si négligée par nos meneurs d'hommes, on ne trouvera que déboires, misère matérielle et morale.

René ROUSSEAU

L'APOTHÉOSE DU BOIS



Les personnages allégoriques de la porte monumentale en bois du pont de l'Alma, à l'Exposition; le scieur, le menuisier, le bûcheron. (Ph. Sagra.)

LA FÉDÉRATION RÉPUBLICAINE manifeste son hostilité à toute dictature et décide d'adhérer au Front de la liberté

Paris, 4 juin. — La séance du matin du congrès de la Fédération républicaine s'est ouverte à 9 h. 30, sous la présidence de M. Charles Bellet.

La politique agricole
 L'ordre du jour appelle la discussion du rapport Alexandre Duval, député de l'Eure, sur la politique agricole. Le rapporteur dit notamment :
 « Les erreurs en politique agricole proviennent d'un vice originel : la méconnaissance de la réalité paysanne. La ferme n'est pas une usine. Une politique économique et sociale d'inspiration paysanne, fondée sur la défense de la terre, est pour la France la condition première du salut. Or, la désertion des campagnes se poursuit à un rythme accéléré depuis l'avènement du « Front populaire ». Pour que le paysan puisse continuer à remplir son rôle économique et social, il faut organiser le métier et défendre cette cellule sociale : la famille. »
 M. Duval insiste sur la revalorisation des produits de la terre. Il demande la modification de la loi ayant institué l'Office du blé, le maintien des contingents, l'exemption de droits de mutation par décès pour tout cultivateur justifiant qu'il exploite la même ferme que ses parents et aïeux, l'institution de syndicats mixtes pour régler les conditions du travail agricole, l'application des allocations familiales à tous les cultivateurs, mais le financement de ces allocations en dehors de la participation de l'Etat.

M. Marin tire la leçon du débat.
 « Ce sont, dit-il, les paysans qui ont fait la France. Le dépeuplement des campagnes est un péril immense. Or, depuis Méline, les pouvoirs publics ne se sont pour ainsi dire jamais occupés sérieusement des problèmes agricoles. »
 Le congrès adopte les conclusions de M. Duval.

La politique économique
 L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de politique économique de M. V. Ferret.
 (Lire la suite page 2.)

Après un débat soulevé par M. Plichon sur la mévente de la pomme de terre, la Chambre a voté le projet sur l'affichage des prix dans les hôtels

ELLE S'EST PRONONCÉE PAR 267 VOIX CONTRE 265 POUR LA SUPPRESSION DU POURBOIRE

Paris, 4 juin. — La Chambre était appelée, vendredi matin, à fixer la date de l'interpellation de M. Plichon (Nord) sur la situation catastrophique du marché de la pomme de terre.

M. Georges Monnet déclare que le gouvernement répondra immédiatement à M. Plichon.

M. Plichon expose les faits qui ont motivé son interpellation. L'année dernière, la pomme de terre valait 58 francs les 100 kilos. Les cours se sont effondrés. La pomme de terre ne vaut plus que 16 et 18 francs.

Le député du Nord réclame la protection de la pomme de terre française. L'orateur se plaint de l'augmentation du contingent des pommes de terre étrangères.

Il examine ensuite les palliatifs apportés par le gouvernement à la grave situation du marché de la pomme de terre. On a notamment diminué le prix du transport des pommes de terre du Midi venant vers Paris.

M. Plichon déplore qu'on ait aussi augmenté les importations de féculé étranger.

M. Charles Guernier (Ile-et-Vilaine), signale la mévente des pommes de terre primaires de la région de Saint-Malo, qui étaient autrefois achetées par l'Angleterre.

M. Georges Monnet, ministre de l'Agriculture, estime que la véritable cause de la mévente, c'est l'augmentation considérable de la production des pommes de terre et des produits maraichers. Le gouvernement s'est préoccupé de ce problème en augmentant la consommation des féculés.

Si le Maroc a vu son contingent de pommes de terre augmenté de 15.000 quintaux, c'est parce qu'il a consenti le tarif minimum et s'est engagé à ne pas exporter davantage. Le problème de la production marocaine doit être posé sur le plan international. Ce grand pays producteur doit pouvoir écouler ses récoltes. Il est paradoxal de voir le Maroc nous envoyer les pommes de terre dont nous n'avons pas besoin et en acheter en Hollande ou en Belgique. Il faut donc rendre au Maroc la possibilité de négociations internationales pour l'écoulement de ses produits.

Au sujet de l'augmentation de la production, le gouvernement a pris des mesures. Une carte maraichère ne sera accordée pour autoriser les producteurs à vendre qu'après avis favorable de la direction de l'Agriculture. D'un autre côté, les négociations se poursuivent avec l'Angleterre pour l'achat de nos pommes de terre et de nos primaires.

M. Plichon prend acte des déclarations du ministre et retire son interpellation.
 (Lire la suite page 3.)

S'AGIT-IL ENCORE DE MINOS, EAQUE ET RHADAMANTE ?
Trois paquets explosent dans des bureaux de poste parisiens



LE BUREAU DE POSTE DE LA RUE DU TEMPLE.
 Paris, 4 juin. — Au bureau de poste de la rue Dupetit-Thouars, alors qu'un employé, M. Liger, était occupé à timbrer les lettres et les paquets, un de ces derniers, sous le choc du cachet, fit brusquement explosion.

L'employé fut blessé. Immédiatement averti par les soins du receveur, le commissaire de police du quartier des Enfants-Rouges, a ouvert une enquête.

Deux attentats analogues ont été commis, l'un vers 10 heures, au bureau de la rue des Filles-du-Calvaire, où une enveloppe portant l'adresse d'une maison parisiennaise a fait explosion au timbrage entre les mains du manutentionnaire, sans provoquer d'accident; la seconde, à 10 h. 15, au bureau de la rue des Francs-Bourgeois où le facteur-receveur, M. L. Fontel, a été légèrement brûlé aux avant-bras.

On songe naturellement aux mystérieuses expéditions de paquets dénommés « Minos, Eaque et Rhadamante » qui avaient cessé depuis quelques mois.

Sur la route de l'Autriche le duc et la duchesse de Windsor se sont arrêtés à Venise



LE DUC ET LA DUCHESSE DE WINDSOR QUITTENT LE CHATEAU DE CANDÉ AU MILIEU D'UNE FOULE ENTHOUSIASTE. (Ph. Franco-Pressa.)
 Auxerre, 4 juin. — Le duc et la duchesse de Windsor ont rejoint jeudi soir, en gare de Laroche, le Simphon-Orient-Express, qui devait les emporter vers leur résidence d'Autriche.

Les nouveaux époux ont voyagé, de Candé à Laroche, dans une limousine précédée d'une voiture rapide; une fourgonnette complétait le convoi.

Alors que le train venait de stopper en gare, le duc sauta alertement de sa voiture. Il était souriant, tête nue, le teint frais. Il était vêtu d'un costume gris-bleuté à rayures et portait un oeillet blanc à la boutonnière.

S'avancant à pas rapides, il guida la duchesse vers un wagon placé au milieu du convoi. Il s'occupa avec le plus grand soin des bagages que l'on chargeait par la portière à contre-voie et les dénombraba avec soin au fur et à mesure qu'on les plaçait dans le compartiment.

Quelques minutes plus tard, le Simphon-Orient-Express reprenait sa marche.

Vendredi à 15 h. 30, le duc et la duchesse de Windsor arrivaient à Venise. Après avoir été salués par le conseil de Grande-Bretagne, les représentants de la municipalité et une foule nombreuse, ils prirent place dans une vedette automobile pour aller se promener sur le Grand Canal.

A 18 h. 46, ils repartaient pour l'Autriche.

LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

Les efforts franco-britanniques pour le rétablissement complet et l'élargissement du contrôle de la non-intervention

Paris, 4 juin. — Les consultations entre Londres et Paris, rendues nécessaires par les récents événements d'Espagne et par le désir des deux gouvernements de conserver au Comité de non-intervention et de contrôler toute son activité, se poursuivent par la voie diplomatique.

En qualité de président du comité, le ministre britannique des Affaires étrangères conduit, en plein accord avec le gouvernement français, les négociations entreprises pour faire prévaloir auprès des gouvernements intéressés la thèse franco-britannique.

Du côté français, on considère comme nécessaire la constitution de zones neutres. On désire, en outre, élargir le plus possible le contrôle international et l'on continue de faire les plus grands efforts pour obtenir le retrait d'Espagne des combattants étrangers.

L'élargissement du contrôle pourrait être réalisé, soit en adjoignant aux flottes anglaise, française, allemande et italienne les concours des forces navales de la plupart des 29 autres pays représentés au Comité de Londres et, notamment, des flottes des pays neutres, soit en autorisant des observateurs neutres à prendre place à bord des navires actuellement chargés du contrôle.

Ainsi, ce contrôle deviendrait-il, sans doute, ce qu'il avait souhaité dès l'abord le gouvernement français.

Mais alors que l'Allemagne voudrait introduire une sorte d'automatisme dans cette solidarité des puissances participantes dès qu'elle devra se manifester dans un but de répression, le gouvernement demande qu'avant toute action répressive, une consultation zoutuelle ait lieu.

(Lire la suite page 2.)



(Ph. Manuel Frérea.)
 L'appareil à projections multiples du professeur DONESFELD, destiné à reconstituer le mouvement des astres.

UN CONSEIL DE CABINET SE TIENDRA LUNDI

Paris, 4 juin. — Un Conseil de cabinet se tiendra lundi, à 17 heures, à l'hôtel Matignon, sous la présidence de M. Léon Blum.

L'hôpital Pasteur, à Nice...



...qui sera inauguré dimanche, par le président de la République, à l'occasion du Congrès mondial du Rotary. (Ph. Franco-Pressa.)

Le Sénat en a terminé avec le projet de loi sur la presse

Il a voté l'ensemble proposé par sa Commission de législation et qui est sensiblement différent du texte de la Chambre

Paris, 4 juin. — La séance est ouverte à 15 h. 10, sous la présidence de M. Jules Jeanneney.

Les vacances dans la magistrature
 L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Cousseau sur les retards apportés au remplacement des magistrats mis à la retraite le 1^{er} avril.

— Les jeunes magistrats, dit-il, doivent attendre pendant des mois les nominations que la loi a pour but de faciliter en leur faveur; pendant ce temps, la justice est désorganisée.

M. Marc Rucart répond que les magistrats mis à la retraite au 1^{er} avril dernier ont été remplacés dans le délai d'un mois. Dix-huit postes seulement n'ont pas encore été pourvus de titulaires. La vraie difficulté est d'ordre financier.

(Lire la suite page 3.)

COMME A LYON

A Toulouse un écolier est lapidé par des garnements parce qu'il arborait un drapelet à sa bicyclette

Toulouse, 4 juin. — Jeudi vers 15 h., le jeune Michel Ribell, âgé de 13 ans, élève à l'école Saint-Jude, arborant un petit drapeau national, en possession d'une bicyclette avec deux camarades, lorsqu'il fut interpellé par une dizaine de jeunes garçons, dont le plus âgé avait 19 ans et qui l'obligèrent à mettre pied à terre.

Michel Ribell fut renversé, malmené à terre et sauvagement frappé à coups de pied et à coups de poing.

Fuill, prenant des collègues, ses camarades le lapidèrent et le blessèrent grièvement.

Des passants mirent en fuite ces délinquants, qui, en se retirant, proférèrent des menaces.

(Ph. Manuel Frérea.)
 La grande machine électrostatique mise au point par M^{me} JULIOT-CURIE.